

UNE PARODIE DE JUSTICE CONDAMNE NOS CAMARADES A 18 MOIS AVEC SURSIS

UNE PARODIE DE DEMOCRATIE CONDAMNE LES TRAVAILLEURS A DEUX ANS FERMES



A défaut de parvenir à convaincre à l'aide de leurs chiens de garde médiatiques, patronat et gouvernement cherchent maintenant à contraindre à l'aide de leurs chiens de garde en uniforme et en robe.

C'est ainsi, qu'une nouvelle fois, leur « justice » s'est déchaîné ce 10 mai au tribunal de Dunkerque contre notre camarade cheminot Grégory et son compagnon de cellule et de lutte qui ont écopé d'une peine démesurée au regard des faits reprochés et même pas prouvés.

Leur crime ? S'opposer à la casse des retraites comme 90% des actifs. S'être mis en grève et avoir manifesté depuis le 19 janvier comme des millions de travailleurs en France.

Ce pouvoir aux abois, représenté par un président dont l'impopularité est telle que son service de sécurité imposent le blocage de rues entières et un périmètre de sécurité de 800 mètres ou plus lorsqu'il se déplace en ville, que les ouvriers sont priés de rester chez eux pour laisser la place à un encadrement contraint et au garde à vous lorsqu'il se pavane dans une usine, n'a plus rien à offrir aux travailleurs qu'une répression de plus en plus affirmée et revendiquée comme telle.

Après l'interdiction de manifestations, après l'interdiction des « casserolades », après l'aval donné aux patrons de Vertbaudet pour casser le droit de grève à l'aide de travailleurs intérimaires, la condamnation de notre camarade cheminot Grégory et de son compagnon de cellule et de lutte à **18 mois de prison avec sursis et 5 ans d'inéligibilité** doit se comprendre comme un avertissement donné à tous les travailleurs.

L'Union départementale des syndicats CGT du Nord n'accepte pas cette nouvelle parodie de justice qui tente de faire taire toute contestation et de briser tout mouvement social par la peur.

L'Union départementale des syndicats CGT du Nord appelle tous les travailleurs, syndiqués ou non, actifs ou retraités, avec ou sans emploi, avec ou sans papier, les étudiants, les lycéens et les apprentis à **unir leurs colères et à se mobiliser dans la grève et dans la rue pour défendre les droits démocratiques et les libertés syndicales et obtenir satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications et en premier lieu l'abrogation de la réforme scélérate des retraites qui, dans une parodie de démocratie, condamne tous les travailleurs à deux ans fermes.**